

Genèse et évolution du « problème touareg »

Dr. Dida BADI Ag Khammadine¹

didabadi1@yahoo.fr

La révolution industrielle qu'a connue l'Europe vers le XVIIIe siècle a engendré le besoin, chez les grandes puissances coloniales, de trouver de nouveaux débouchés à leurs produits manufacturés. C'était dans cette ambiance de compétition coloniale que les explorateurs européens² livrèrent des informations sur les voies de passage, ainsi que sur les tribus touarègues, à l'intérieur du Sahara.

Le sort réservé à la mission Flatters³ (1881), par les Touaregs du Hoggar, retarda la pénétration coloniale de vingt ans. Pendant ce temps, le Sahara touareg se présente comme la dernière tâche blanche sur les cartes coloniales de l'Afrique de l'Ouest. Cette situation n'a fait que mythifier davantage l'image du Sahara et de ses habitants dans l'imaginaire des européens et à inciter à sa conquête. Cette période s'est caractérisée par la prise de Tombouctou (1893), d'In Salah (1900), deux comptoirs commerciaux importants situés, respectivement, à l'Ouest et au Nord du monde touareg. Comme conséquence de l'occupation du pays touareg, l'établissement de « la paix coloniale », l'organisation de territoires sahariens en ceux dépendant de l'Afrique du Nord ou « Les Touaregs du Nord »⁴, et les autres de l'Afrique-Occidentale française (AOF), ou le Niger et le Mali. Seuls les Touaregs maliens feront l'objet de ce texte.

Nous analyserons, dans une perspective historique, l'évolution de rapports entre l'Etat indépendant du Mali et ses populations touarègues, à la faveur de l'apparition, au cours de ces dernières décennies, de mouvements de contestation politico-militaire touarègue. Pour cela, nous relaterons dans un premier temps la genèse et l'évolution de ce qui est convenu maintenant d'appeler « le problème touareg ».

¹Dida BADI Ag Khammadine est détenteur d'un PhD en anthropologie africaine de l'université de Bayreuth (Allemagne). Auteur de plusieurs ouvrages et études sur les Touaregs édités aussi bien en Algérie qu'à l'étranger.

²La publication du livre de H. Barth (1860), et les informations qu'il a livrées sur le pays touareg vont influencer et orienter, pendant longtemps, la vision des européens vis-à-vis du Sahara et de ses habitants.

³ La mission du colonel P. Flatters fut stoppée et son escorte massacrée par les Kel Ahaggar, en février 1881.

⁴ C'est Henry Duveyrier qui fit connaître les Touaregs de l'Ajjer et de l'Ahaggar, dans son livre : "Les Touareg du Nord" Edit. Challamel Aîné, libraire-éditeur. 1864 Paris.

Nous évoquerons, tout le long du texte, la médiation algérienne, étant donné le rôle important joué par l'Algérie afin de trouver une solution négociée aux différentes rébellions touarègues du Mali.

Enfin, nous proposerons, à la lumière de données exposées, une lecture prospective des mutations sociopolitiques, au sein des Touaregs maliens, dans un contexte marqué par la globalisation qui implique la présence de nouveaux acteurs étrangers dans la région saharo-sahélienne.

I - La genèse du problème touareg⁵

A- La première confrontation, 1963-64

Le premier contact violent entre un groupe touareg et un Etat-nation né de la décolonisation est intervenu suite au déclenchement, dans l'Adagh, d'une première rébellion touarègue de 1963-64 soit trois ans seulement après l'indépendance du Mali, en 1960.

Les raisons profondes qui pourraient expliquer pourquoi seuls les Touaregs maliens ont choisi la voie de la confrontation dans leurs relations avec l'Etat-nation né de l'indépendance, pourraient remonter au temps de l'imposition des frontières et de l'annexion, le 16 avril 1904, de la partie malienne de leur territoire au gouvernement du Soudan français et ce, malgré leur refus. En effet, les Kel Adagh avaient, en 1901, envoyé une députation à In-Salah pour faire leur soumission aux autorités coloniales de Tidikelt (C. ag Baye et R. Bellil, 1986)⁶. Leur rattachement au Maghreb permettait aux Kel Adagh de s'affranchir des Iwallemedan dont ils étaient dépendants (Grémont, 2010)⁷ et de suivre Moussa ag Amastan qui était leur allié dans la lutte contre les razzias des Réguibats du Sahara occidental (Cortier, 1908)⁸. Moussa, qui voulait représenter une alternative à la démarche de l'*amanukal* de l'Ahaggar, Ahitaghel puis son neveu Attici qui choisirent la confrontation ouverte pour contrer l'avancée des troupes françaises, devait prendre la tête du « parti de la paix » (A. Bourgeot, 1986)⁹. Selon la

⁵ E. Grégoire (1999) : « *Touaregs du Niger : Le destin d'un mythe* ». Paris, Karthala.

⁶ C. Ag Baye et R. Bellil (1986) : *Awal*, Cahiers d'Etudes Berbères, n°2, Edit. Paris MSH. 49-84.

⁷ Ch. Grémont (2010) : *Les Touaregs Iwallemedan (1947-1896) : un ensemble politique de la boucle du Niger*. Paris, Karthala.

⁸ C. Cortier (1908) : *D'une rive à l'autre du Sahara*. Paris. Emile Larose.

⁹ A. Bourgeot, (1986) : « les Mouvements de résistance et de collaboration en Ahaggar (Algérie) de 1880 à 1920 ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* XXIII 1984 édit. Paris, CNRS. 479-499.

tradition orale (D. Badi, 2010)¹⁰, les Kel Adagh furent conseillés par Baye al-Kuntin, Moqadem de la qadiria, de ne pas s'affronter à l'armée française.

Ainsi, en choisissant de ne pas s'opposer par la force à la pénétration coloniale, les Kel Adagh surent tirer les enseignements de la défaite des Iwallemmedan, (P. Boilley, 1999)¹¹. Toutefois, les rapports de force entre les armées coloniales firent que ni la stratégie de Moussa ag Amastan d'annexer l'Adagh à l'Ahaggar ni celle des Kel Adagh de se rattacher au Maghreb ne virent le jour (A. Bourgeot, 1986)¹². Leur attitude pacifique envers les autorités françaises, après la défaite de Fihrun Ag Alinsar des Iwallemmdan (1916), permit aux Kel Adagh d'asseoir leur confédération sous l'œil bienveillant des autorités militaires de la région. Ainsi, la chefferie des Kel Adagh était bien assise lorsque vint l'indépendance du Mali. À la différence de leur attitude pacifique à l'égard des autorités coloniales, les Kel Adagh choisirent la confrontation à l'endroit de l'avancée vers le Nord des troupes militaires du nouvel Etat-nation du Mali indépendant.

B- Le projet politique de la première rébellion 1963-1964 et les contours géographiques du pays revendiqué.

Malgré la présence de certains chefs touaregs de la boucle du Niger, aux côtés de l'*amanukal* de l'Adagh, Zeid ag Attaher, la rébellion de 1963-64 était une affaire des seuls Kel Adagh, (Lecocq, 2010). Ainsi, le projet politique de cette première rébellion était de maintenir, au sein du nouvel Etat national, le rôle prépondérant dont la chefferie des Kel Adagh bénéficiait sous l'autorité française. Un système de gouvernance similaire à celui mis en place par les autorités coloniales qui se sont appuyées sur les chefs traditionnels dans la gestion des territoires sahariens (A. Bourgeot)¹³. Ce système était proche de l'*Indirecte Rule* adoptée par les Anglais pour leurs colonies.

Mais, la nature révolutionnaire du système politique du nouveau régime socialisant malien supposait la conquête de l'ensemble de son territoire et le

¹⁰ D. Badi (2010) : *Les Touaregs de l'Adagh des Ifughas : études des traditions orales*. Mémoires du CNRPAH. Nlle Série N°13 cnrpah, alger.

¹¹ P. Boilley, (1999) : *Les Touaregs Kel Adagh : dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.

¹² A. Bourgeot, (1986) : « les Mouvements de résistance et de collaboration en Ahaggar (Algérie) de 1880 à 1920 ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* XXIII 1984 édit. Paris, CNRS. 479-499.

¹³ A. Bourgeot : Sahara : espace géostratégique et enjeux politiques (Niger). In horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/.../010023773.pdf.

recouvrement de son autorité au sein de ses frontières (A. Bourgeot, 1989¹⁴ ; R. Bellil et D. Badi, 1993¹⁵). Cette logique de l'Etat-nation justifiait donc l'éradication de toute contestation, comme ce fut le cas en 1963-1964.

C- La « paix des braves » d'Intalla ag Attaher.

Intalla ag Attaher, qui remplaça à la tête de la chefferie des Kel Adagh son frère aîné Zeid, qui prit la tête de la révolte, adopta une posture plus conciliante vis-à-vis des nouvelles autorités. C'était ainsi que pour dénouer la crise née de la confrontation violente, en 1963-64, il offrit ses bons offices. Il réussit à amener les combattants touaregs à déposer les armes contre une « paix des braves », contribuant à vider leur contestation de sa dimension politique. Ce faisant, il conféra la légitimité à l'action de l'armée qui devient ainsi une opération ordinaire de maintien de l'ordre¹⁶. Ce geste d'Intalla, en faveur de la paix, permit à la chefferie des Kel Adagh de maintenir tant bien que mal son rôle d'intermédiaire entre l'administration et les tribus touarègues. Toutefois, le sentiment né de la défaite de 1964, que nourrissait le maintien en prison des chefs rebelles¹⁷ contribuèrent à entretenir vivace la flamme de la révolte.

D- Les crises écologiques et l'exil des années 70-80

L'option éradicatrice, choisie par l'armée à l'encontre de la rébellion, n'a pas laissé place à une paix négociée qui aurait permis de désamorcer la crise et d'installer un climat de confiance entre les autorités et la population. Dans cette ambiance de méfiance réciproque, l'Etat est mis en cause pour expliquer toutes les crises et les catastrophes (sécheresses, épidémies, famines, etc.) qui s'abattaient sur la région.

E- La réactivation de la contestation dans l'exil et la médiation algérienne

La relation de l'Algérie avec « *le problème touareg* » remonte à la guerre de libération nationale lorsque certains militants de l'ALN s'étaient réfugiés dans la région

¹⁴ A. Bourgeot, (1989) : Le Lion et la Gazelle : Etat et Touareg. *Politique africaine*, no 34, p. p. 19-29. CNRS - Paris. France

¹⁵ R. Bellil, et D. Badi, (1993) : Evolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh. Les Cahiers de l'IREMAM n°4, 95-110. Aix-en-Provence.

¹⁶ C'était pour éviter à la deuxième rébellion de connaître le même sort que la première que les rebelles avaient repoussé la médiation de l'Amanukal Intalla ag Attaher, en 1990.

¹⁷ Zeid ag Attaher, le chef de rebelles a été arrêté et remis aux autorités de Bamako, en compagnie de Mohammed Ali al-Aansari et d'Elyas ag Ayyouba, par le gouvernement de Ben Bella qui les a emprisonnés

de Kidal¹⁸. Cependant, deux événements qui se sont déroulés au début de l'indépendance du Mali ont constitué les points saillants de cette relation. Il s'agit, d'une part, de l'octroi à l'armée malienne, par le président Ahmed Ben Bella, du droit de poursuite à l'intérieur du territoire algérien, et, d'autre part, de la remise à Bamako des chefs rebelles¹⁹.

Ces événements poussèrent les premiers réfugiés touaregs maliens à se rendre à Tamanrasset et à la base nucléaire française d'In Eker²⁰. Ainsi, lorsque survint la sécheresse de 1973, l'économie nomade se trouvait déjà fragilisée. La sécheresse entraîna des graves famines qui poussèrent des familles entières sur les chemins de l'exil, vers l'Algérie et la Libye, où elles trouvèrent refuge (R. Bellil et D. Badi, 1993)²¹.

Les conditions de précarité dans lesquelles vivaient ces réfugiés étaient perçues par eux comme une conséquence de leur exil dont le gouvernement de Bamako se serait rendu responsable. Des idées circulaient et une nouvelle organisation politique vit le jour. Ainsi, ce sentiment contribua à cristalliser le projet politique de la deuxième rébellion. Il était fondé sur la vengeance (*egha*) à prendre sur l'armée malienne après la défaite de 1964 (B. Lecocq, 2010)²².

II- La deuxième rébellion de Touaregs maliens, 1990.

Le travail de sensibilisation fait autour des leaders historiques de la première rébellion installés dans l'exil²³ aboutit au déclenchement, en 1990, de la deuxième rébellion au nord Mali. En janvier 1991 furent signés, à Tamanrasset, les premiers accords entre le gouvernement du général Moussa Traoré et le mouvement populaire de l'Azawad (MPA), d'Iyad Ag Aghali, après six mois de combats (G. Klute, 1995)²⁴. Les accords mirent fin aux hostilités et consacrèrent l'Algérie, qui réussit à amener les deux

18 R. Bellil et D. Badi 1993, op. cit.

19 Il s'agissait de Zeid Ag Attaher, l'amanukal de l'Adagh des Ifughas et deux de ses compagnons.

20 R. Bellil et D. Badi (1995) : « Les migrations des Touaregs maliens en Algérie », Études et documents berbères, n°13, Paris : INALCO, pp. 79-98.

21 R. Bellil, et D. Badi (1993) : « Evolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh », Les cahiers de l'IREMAM, n°4, CNRS. Aix-En-Provence, pp. 95-110

22 B. Lecocq (2010) : Disputed desert : Decolonization, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali. Leiden-Boston, Brill.

23 On peut citer Elladi ag Alla, Isuf ag Cheikh, Amara ag Cherif, Yunes Ag Ayyouba...

24 G. Klute, (1995) : Hostilités et alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali Cahiers d'études africaines. Vol. 35, N° 137, pp. 55-71.

parties à la table de négociations, comme médiateur. Ces accords, qui portèrent sur l'autonomie de gestion des régions du Nord Mali, précipitèrent la chute du général Moussa Traoré²⁵ et n'ont jamais été véritablement appliqués sur le terrain en raison de l'éclatement du mouvement populaire de l'Azawad (MPA²⁶) en plusieurs fronts et mouvements. Cet éclatement traduisait l'échec du projet politique de la deuxième rébellion qui envisageait la construction d'une nation touarègue « tumast n Kel Tamasheq » au sein d'une entité territoriale « AZAWAD » dont les limites politiques devaient épouser celles du territoire touareg malien.

Le hasard voulut que la cité historique et multi-ethnique de Tombouctou vive la fin d'une guerre ethnique de plus douloureuse, à l'issue de la signature du pact national, en 1992. Fin qui marqua la cérémonie de « la flamme de la paix » qui rassembla les « Fronts et Mouvements Unifiés de l'Azawad » et le mouvement des Songhaïs (Ganda Koy). Il fut alors convenu non seulement de déposer les armes mais de les brûler dans un impressionnant brasier. Cette opération a été perçue comme un franc succès qui venait couronner les efforts de la médiation internationale sous l'égide de l'Algérie.

L'adhésion, par les mouvements et fronts politico-militaires touaregs, au pacte national et au programme d'intégration impliquait en même temps leur abandon de la dimension politique et géographique de l' « Azawad » et son remplacement par celle de la république du Mali. Autrement dit, l'abandon de toute revendication secessionniste.

III- La troisième rébellion, 2006.

Malgré des gros efforts en matière de développement et d'intégration des combattants dans les corps de sécurité, l'application du pacte national n'a pas convaincu certains leaders de la rébellion, qui reprochèrent au pouvoir de Bamako son laxisme dans sa traduction sur le terrain. C'est dans ces conditions qu'éclata, le 23 mai 2006, la

²⁵ Le rôle joué par le mouvement touareg dans la chute du régime du général Moussa Traoré a souvent été passé sous silence par les intellectuels du sud et la presse de Bamako qui ne font référence qu'aux émeutes de mars 1990.

²⁶ L'appellation Mouvement Populaire de l'Azawad (MPA) est né au lendemain des accords de Tamanrasset sous l'impulsion des autorités algériennes en remplacement de celle du Mouvement populaire de Libération de l'Azawad (MPLA), pour dit-on, donner une dimension plus sociale que militaire aux revendications du mouvement touareg. Ce fut là la première manifestation de l'influence de l'Algérie sur le mouvement touareg qui est surtout né et s'est développé en Libye. Ceci constitue une première intervention des autorités algériennes dans les affaires internes du mouvement touareg et présage de l'orientation future de cette intervention.

troisième rébellion malienne (B. Lecocq, 2010)²⁷, l'Alliance Démocratique pour le Changement (ADC). Cette rébellion tout comme celle des années 1963-64 fut encadrée et animée par les seuls Kel Adagh. Toutefois, la principale différence est que, cette fois-ci, la chefferie traditionnelle n'y joua aucun rôle notable. L'utilisation du terme « région de Kidal » dans sa plate forme de revendication, au lieu d'« AZAWAD », semble indiquer que la troisième rébellion inscrit son action dans le cadre de l'Etat malien dont elle ne remet pas en cause les frontières et l'organisation administrative.

Son déclenchement dans un moment particulièrement sensible du fait de la présence des groupes terroristes du GSPC au Sahel a fait que la médiation internationale devenait une question d'urgence. En effet, la prise d'otages autrichiens et allemands, par des éléments du GSPC basés au Mali, en 2003, justifia l'élargissement, à la région du Sahel,²⁸ de la lutte internationale contre le terrorisme conduite par les Etats Unis. C'est ainsi qu'ont vu le jour les initiatives pansahel et TSCTI²⁹. Là encore, les regards de deux parties, gouvernement et rebelles, se sont tournés vers l'Algérie pour solliciter sa médiation. Comme pour exprimer son attachement aux accords passés, l'Algérie a posé, d'entrée de jeu, des conditions aux futures négociations. Elle exigea et obtint de la partie touarègue de renoncer à toute revendication territoriale ou sécessionniste.

L'implication de certains leaders de la rébellion touarègue dans la libération des otages occidentaux attira l'attention des acteurs étrangers sur le rôle que ces anciens chefs rebelles peuvent jouer dans les nouveaux jeux politiques et sécuritaires qui se dessinent dans la zone.

L'ADC, soucieuse de l'image de sa lutte sur la scène internationale, s'est démarquée des groupes terroristes du GSPC. L'Alliance leva ainsi les craintes et les appréhensions de l'opinion publique et de certains gouvernements quant à l'éventualité de ses connexions avec les militants islamistes. Plus encore, les rebelles touaregs entrèrent en conflit ouvert avec eux et les chassèrent de la zone qu'ils contrôlaient, en faisant des victimes.

²⁷ Certains spécialistes, notamment B. Lecocq, 2010, *Op.cit.*, hésitent à qualifier ce dernier mouvement de rébellion du fait qu'il n'a pas mobilisé l'ensemble des Touaregs Maliens.

²⁸ Lecocq B. 2007: « La guerre contre la terreur dans un nuage de poussière : pièges et fondrières sur le front saharien », version électronique de l'article publié dans *Journal of Contemporary African Studies*, 25, 1, pp.141-166. <http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713429127~db=all>.

²⁹ *Pan Sahel Initiative (PSI)* et *Trans-Sahara Counterterrorism Initiative (TSCTI)*: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=9071>.

L'un des points les plus importants des accords d'Alger a été lié à la mise en place des Unités combattantes, placées sous le commandement de l'armée et formées d'anciens rebelles touaregs. Si cette clause satisfait les rebelles qui y voyaient une possibilité de s'assurer la gestion sécuritaire de leur territoire, elle ne semble pas avoir eu l'adhésion de Bamako, même si on y clame haut et fort que ces accords sont devenus une loi depuis que le parlement les a cautionnés.

Cependant, pour nombre d'observateurs, les Unités Spéciales pouvaient être bénéfiques dans la mesure où elles permettraient de mettre à contribution le dynamisme guerrier des combattants touaregs dans la lutte contre le terrorisme.

IV- La quatrième rébellion, 2008.

Tout comme ceux de Tamanrasset, les accords d'Alger n'ont pas pu trouver leur voie à l'application, ce qui encouragea Ibrahim ag Bahanga à faire dissidence et fonder l'ATNMC (Alliance des Touaregs du Nord Mali pour le Changement) entrant en guerre contre l'armée malienne. La situation s'est compliquée lorsque les éléments de l'ADC quittèrent leur cantonnement de Kidal, pour rejoindre la montagne, suite à l'assassinat de l'un de leur compagnons d'armes. Cette détérioration de la situation sécuritaire suscita les craintes de voir la région précipiter au bord du gouffre, d'autant plus que l'Algérie suspendit sa médiation pour protester contre les accusations de soutien à la rébellion, formulées contre elle par certains organes de presse maliens. Toutefois, et suite à l'insistance des deux parties, gouvernementale et rebelle, l'Algérie reprit sa médiation, mais posa ses conditions : elle aurait souhaité être le seul médiateur et présider la commission de suivi de l'application de l'accord d'Alger. Ces deux conditions peuvent être comprises comme une allusion faite aux interférences du voisin libyen dans le dossier touareg et le laxisme des autorités de Bamako quant à l'application effective de cet accord.

Le ministre délégué aux affaires maghrébines et africaines dira : « *l'Algérie a suspendu sa médiation dans le conflit du nord Mali, pour montrer à ceux qui l'accusent qu'elle est désintéressée et que sa seule motivation était de rapprocher les frères du nord Mali.* »³⁰.

³⁰ Cf. « Le président Bouteflika, un rôle majeur pour la paix en Afrique », in *Al Moudjahid*, 23 juin 2008, Alger.

La confusion que fit planer Ag Bahanga, quant à son adhésion à l'application des accords d'Alger, n'était pas faite pour faciliter la tâche des autorités algériennes. Sa déclaration depuis Tripoli (13 octobre 2008) ³¹, selon laquelle, il ne se sentait plus représenter par le porte parole de l'ADC, pouvait être comprise comme une manière de se démarquer des accords passés et d'aller vers des nouvelles négociations avec le gouvernement malien.

Cependant, l'ATNMC, n'ayant pas réussi à amener le Mali, et ce malgré des contacts informels notamment à Tripoli, à la table de négociation n'a pas pu obtenir une reconnaissance officielle. Toutefois, l'organisation d'Ag Bahanga resta le seul mouvement armé qui continue à poser le problème des rapports entre les Touaregs maliens à leur Etat par la voie des armes et ce, jusqu'à l'avènement de l'actuelle rébellion.

V- Le conflit libyen et le problème touareg

Les Touaregs sahéliens, installés en terres libyennes depuis des décennies et qui avaient presque perdu tous liens avec leurs pays d'origine, ont été les premiers à servir de chaire-à-canon et à être envoyé sur les premières lignes du front à Misratah, Zaouia et Tripoli pour défendre le régime de Kadhafi. De l'avis des observateurs, ils ont contribué par leur engagement militaire à retarder de plusieurs mois l'issue de la guerre, et cela malgré les bombardements de l'aviation de l'(OTAN). Deux tendances ont vu le jour au sein des Touaregs sahéliens lors d'une réunion qui eut lieu à Sebha, au mois d'août 2011, suite à la défaite de l'armée libyenne : ceux qui ont considéré que leur installation en Libye n'avait plus de sens après la chute de Kadhafi et que le moment était venu de rentrer chez eux ; ceux qui ont estimé qu'ils ne pouvaient pas quitter ce pays auquel ils avaient tout donné. Désormais, ces deux tendances connaîtront deux destins différents.

Si l'avenir de ceux qui sont restés en Libye dépendra de leur aptitude à nouer des alliances politiques avec les différents clans de ce pays, qu'ils connaissent désormais très bien, ceux qui sont rentrés dans leur pays d'origine, avec armes et bagages, et compte tenu de leur statut de combattants et de la nature de l'armement dont ils disposent, ont fait parler d'eux,

³¹ Boukary-Daou : Crise du Nord : les autorités manquent-elles des réponses ? In Le républicain du 23 décembre 2008 :

VI- La rébellion de 2012 et l'émergence de deux projets politiques opposés

L'adhésion d'une frange du mouvement touareg à l'idéologie islamiste et l'intervention de forces étrangères sont à appréhender dans le sens de l'internationalisation de la question touarègue, qui se nouait et se dénouait, jusque-là, dans un cadre régional restreint.

Ainsi, le sort réservé au mouvement nationaliste touareg (MNLA), qui a éclaté quelques semaines seulement après la réalisation de son objectif de chasser l'armée malienne de territoires dont il se réclamait, a conforté ses détracteurs parmi les islamistes dans leur conviction que seul le projet islamique est à même de constituer l'élément fédérateur entre, non seulement les différents clans touaregs, mais aussi les différentes composantes ethniques de la région de l'Azawad, voire de tout le Mali. Cette conviction s'apparente à un projet de société alternatif, à la fois, à celui de l'Etat-nation malien (rongé par la corruption et le népotisme) et les programmes politiques de différents mouvements politico-militaires touaregs, qui se sont tous heurtés à l'organisation lignagère de leur société et d'un manque évident d'un ciment idéologique.

Ainsi, Iyad Ag Aghali, leader et fondateur d'Ansar Eddine, l'un des principaux protagonistes de la situation actuelle, a fait l'expérience de cette amère réalité. Son désenchantement, suite à l'échec de son projet initial de fédérer les Touaregs au sein d'une nation unie, expliquerait son adhésion au mouvement de prédication de la *Tablighi Jama'at*, qui a fait le lit du salafisme jihadiste actuel.

Alors qu'en adhérant à la *Tablighi Jama'at*, Iyad a opté pour un projet de prédication religieuse qui visait la transformation pacifique mais profonde et progressive de la société touarègue malienne, en vue de son intégration dans le cadre plus globale de la Nation musulmane (*Oumma islamya*); une autre frange de la rébellion touarègue historique, sous la houlette du feu Ibrahim Ag Bahanga, ambitionnait de poursuivre le combat initial à travers la création de l'ATNMC.

Cependant, le déclenchement de la rébellion du MNLA, le 17 janvier 2012, a pris de cours le projet d'islamisation progressive entrepris par Iyad ag Aghali, et l'a poussé à franchir une nouvelle étape en créant un mouvement jihadiste, Ansar Eddine. Il apparaît dès lors que deux projets politiques antagoniques ont vu le jour au sein de Touaregs maliens : un projet, bien que conçu localement à partir de la conversion de

certains réseaux locaux de la secte islamiste pakistanaise de la *Tablighi Jama'at* en un salafisme jihadiste, qui se rattache au projet islamique mondial ; un autre projet, plus ancré dans l'histoire de la contestation des Touaregs maliens. Celui-ci, des élites scolarisées contribuant ainsi à la reformulation de la contestation touarègue dans un discours en adéquation avec le langage des institutions internationales de droit des minorités.

Ainsi, ce qui s'apparente à des tentatives de rapprochement entre le MNLA et Ansar Eddine, ne serait en réalité que l'expression du désir de certains acteurs de la rébellion traditionnelle, à joindre les deux projets de société ; mais surtout l'expression de la volonté d'Iyad Ag Aghali à phagocyter le MNLA, seule organisation qui fait obstacle à son ambition d'inscrire la question touarègue dans une dimension islamique.

Jusqu'à récemment, certains observateurs de la scène sahélienne privilégiaient l'hypothèse selon laquelle Iyad adopterait la même politique d'entrisme à l'égard des autres organisations islamistes (MUJAO et AQMI), afin de présenter Ansar Eddine comme la seule entité islamique fréquentable, dans le but de les supplanter.

Ainsi, Iyad semblait être à la recherche de deux légitimités : l'autochtonie, ou l'enracinement dans le local. Une légitimité historique. Ces deux légitimités lui sont indispensables pour assoir son projet, alors qu'elles ne peuvent être acquises qu'au détriment, à la fois, du MNLA et des autres organisations islamistes (aqmi et mujao).

En effet, outre le MNLA qui, en plus d'incarner la légitimité historique de la rébellion touarègue, il y a la chefferie traditionnelle, particulièrement celle des Ifoghas, dont l'idéologie est basée sur le chérifisme. A cela s'ajoute le religieux populaire. Les tenants de ces deux dernières institutions traditionnelles se sont manifestés par des prises de positions tranchées contre les Salafistes, tout en appelant, dans une allusion à AQMI, les groupes armés non azawadiens à quitter la région. Cet appel fait suite à deux réunions, tenues par les savants et érudits les plus en vue dans l'Azawad, à Gao et Kidal respectivement les 24, 25 et 26 avril et 17, 18, 19 et 20 juin 2012.

Les observateurs de la scène malienne reconnaissent que le leader d'Ansar Eddine avait non seulement les moyens de sa stratégie mais que celle-ci ne manquait pas de cohérence, s'il n'avait pas sous-estimé les enjeux mondiaux qui ont poussé l'ancienne puissance coloniale à réagir à sa manœuvre de faire bouger les lignes de front, en le poussant davantage dans le giron de ses alliés islamistes qui deviennent ses seuls soutiens, après qu'il ait été lâché par l'aile modérée de son mouvement, qui créa,

sous la pression de la chefferie traditionnelle des Ifoghas, une nouvelle organisation (MIA), ou mouvement islamique de l'Azawad.

A l'issue de cette sixième rébellion en cinquante ans d'indépendance du Mali, on voit bien que le « problème touareg », qui n'était au départ qu'une question de bonne gouvernance, interne au système politique de ce pays, s'est non seulement internationalisé, après son examen par le conseil de sécurité de Nations Unies, qui a émis la décision n°2085 ayant ouvert la voie à l'intervention militaire des puissances étrangères, mais il s'est également globalisé après l'introduction de la dimension religieuse dans sa revendication traditionnelle.

Mais si le Mali, dans cette phase de refondation de l'Etat, s'entête à vouloir rétablir la situation anté en refusant un dialogue sincère et inclusif en vue d'une solution durable et définitive avec ses populations touarègues, il sera alors difficile de prédire ce que sera le Sahel tout entier dans les années à venir.

Cet article a été publié dans el-Watan.com.